

amoindrirait le danger que la mise au point de nouveaux systèmes nucléaires annule l'effet des réductions des arsenaux nucléaires. La Suède a déclaré aussi qu'elle possédait un réseau de détection sismique relativement dense et que celui-ci pouvait enregistrer toute perturbation d'amplitude 1 sur l'échelle de Richter; en d'autres termes, le réseau pourrait déceler l'explosion de toute arme d'environ 1 tonne (0,001 kilotonne).

Principalement à cause de la position américaine, que le Royaume-Uni appuyait, les membres du Comité I ne purent s'entendre sur une déclaration au sujet d'un traité sur l'interdiction complète des essais; le rapport du Comité contient donc sur ce sujet un paragraphe entre parenthèses, celles-ci signifiant que le texte n'a pas reçu l'agrément de tous.

Comme il semblait clair que les parties n'en arriveraient pas à un consensus sur le texte présenté par le Comité I, l'ambassadeur du Mexique, M. Alfonso Garcia Robles, annonça qu'il proposerait plusieurs projets de résolution à la conférence et il demanda que ceux-ci fussent mis aux voix si l'on ne parvenait à aucun compromis.

L'ADOPTION DE LA DÉCLARATION FINALE

On présenta donc trois projets de résolution pour réclamer :

- (1) que les trois puissances nucléaires reprennent les négociations en 1985 au sujet d'un traité sur l'interdiction complète des essais;
- (2) la suspension des essais nucléaires en attendant qu'un traité sur l'interdiction complète de ces derniers soit conclu;
- (3) le gel des essais, de la production et du déploiement d'armes nucléaires.

Les pays non alignés et les États neutres décidèrent de souscrire aux trois projets de résolution comme s'ils en étaient les auteurs, et le Mexique présenta donc le document en déclarant qu'il était l'oeuvre de ces pays. Le président de la conférence annonça que, conformément au règlement intérieur, si les parties ne parvenaient pas dans les 48 heures à un consensus sur le projet de déclaration finale préparé par le comité de rédaction, les projets de résolution seraient mis aux voix le dernier jour de la conférence, à l'expiration du délai de 48 heures. Il exhorta l'assemblée à redoubler d'efforts entretemps pour en arriver à un consensus.

La présentation des projets de résolution modifia fondamentalement toute la situation et le climat de la conférence. Jusqu'alors, celle-ci s'était déroulée un peu comme une réunion d'affaires, sans éclat et de façon un peu routinière; d'un seul coup, elle

atteignait un tournant critique dont allait dépendre d'une manière décisive l'issue des travaux.

Pour des raisons différentes, l'Occident et les pays socialistes tenaient absolument à éviter un vote. Les États-Unis et leurs alliés pensaient qu'un scrutin diviserait les parties présentes et affaiblirait le Traité sur la non-prolifération. Ils étaient donc disposés à accepter à peu près n'importe quel compromis raisonnable susceptible d'aboutir à un consensus, pour éviter que la question soit mise aux voix, car ils craignaient d'être minoritaires. Ils auraient préféré que la conférence se terminât dans l'impasse sans aucune déclaration finale, plutôt que de perdre au moment du scrutin.

Parce qu'elle partageait le point de vue des États-Unis relativement à la prévention de la prolifération nucléaire horizontale, l'Union soviétique voulait elle aussi en arriver à un consensus et éviter un vote. Mais l'URSS et ses alliés se trouvaient dans une bien meilleure position que les puissances occidentales. Ils firent donc savoir qu'en cas de scrutin, ils appuieraient les trois résolutions, lesquelles correspondaient en fait à la politique soviétique.

Des 86 pays qui participaient à la conférence, environ 50 étaient des États neutres ou non alignés, à peu près 20 appartenaient au bloc occidental, et quelque 10 étaient des nations socialistes. Comme les pays socialistes allaient voter en faveur des résolutions, à l'instar de certains pays occidentaux, il semblait clair que celles-ci seraient adoptées par la majorité requise, soit par les deux tiers des parties présentes. Afin d'éviter un scrutin contraire aux désirs des Américains, l'ambassadeur des États-Unis, M. Lewis Dunn, estima donc utile dans les circonstances de faire quelques concessions pour en arriver à un compromis susceptible d'entraîner un consensus. Avec l'ambassadeur Garcia Robles et quelques autres délégués, il entama des négociations pour trouver une solution acceptable.

Dans les dernières heures de la conférence, les parties intéressées parvinrent à un compromis qui rendit possible l'adoption par consensus d'une Déclaration finale d'environ 26 pages.

Le passage qui exprimait le compromis en question et qui fut intégré à la Déclaration finale se lisait comme suit (traduction officieuse) :

"Exception faite de certains États, les participants à la Conférence regrettent profondément qu'un traité multilatéral sur l'interdiction complète des essais d'armes nucléaires, prohibant tous les essais de ce genre dans tous les pays, dans tous les milieux et pour toujours n'ait pas encore été conclu; en conséquence, ils exhortent les puissances nucléaires parties au Traité à reprendre leurs négociations trilatérales en 1985 et ils invitent tous les États dotés d'armes nucléaires à entamer d'urgence des négocia-